

Questions orales

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, pour la première fois, le ministre a parlé de la probabilité d'une récession dans notre pays. Or, aujourd'hui, la Banque du Canada a augmenté son taux d'escompte au lieu de continuer de le réduire. Pourquoi le ministre est-il disposé à permettre à la Banque du Canada de nous donner cette dernière garantie qu'il y aura effectivement une récession?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, depuis le dépôt de mon budget de février dernier, je parle d'une faiblesse éventuelle de l'économie. J'ignore d'où sort mon collègue. Il parle aujourd'hui des taux d'intérêt. Le taux d'escompte a augmenté de sept centièmes aujourd'hui, mais a baissé de 150 centièmes depuis la fin de mai dernier.

Je rappelle également à mon collègue que cela coïncide avec une baisse de plus de un cent de la valeur du dollar canadien et qu'il est naturel de voir sur le marché un certain mouvement à la hausse des taux d'intérêt lorsque nous assistons à une baisse considérable de la monnaie canadienne.

Comme je l'ai répété à plusieurs occasions, à mesure que les pressions inflationnistes diminueront, l'économie ralentira davantage et nous pourrons encore réduire les taux d'intérêt.

* * *

[Français]

L'EXPLORATION MINIÈRE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Depuis plusieurs mois, l'exploration minière au Québec est en péril, surtout en Abitibi-Témiscamingue. Est-ce que le ministre peut nous dire aujourd'hui s'il va trouver de nouvelles méthodes pour leur venir en aide, et venir en aide surtout au secteur minier du Québec et du Canada?

[Traduction]

M. John MacDougall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, comme mon collègue d'Abitibi le sait, la conférence des ministres des mines qui a été tenue en août portait sur l'exploration minière au Canada.

• (1450)

Cette année, des travaux d'exploration d'une valeur de 750 à 850 millions de dollars sont en cours au Canada.

Dans certaines régions du pays, l'exploration est moindre par rapport aux années précédentes. Notre ministère continuera de collaborer avec l'industrie pour trouver des solutions à cela.

Je devrais dire, monsieur le Président, que des programmes d'encouragement de l'exploration minière ne suffisent pas, en raison des prix des métaux. De nos jours, le marché boursier et les obligations d'épargne du Canada sont des secteurs, semble-t-il, dans lesquels on cherche à investir.

* * *

[Français]

LA CONSTITUTION

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, en l'absence de la ministre de la Justice, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je lui demanderais quelle est la politique constitutionnelle de son gouvernement dans l'axe Québec-Canada, étant donné qu'en juin dernier, le premier ministre assurait la population que jamais en matière constitutionnelle le gouvernement ne poserait d'action unilatérale. Quelques jours plus tard, le premier ministre du Québec disait qu'en matière constitutionnelle, jamais, il n'y aurait plus de négociations multilatérales, et, finalement, au mois d'août le premier ministre rejetait aussi toute action bilatérale. Et dans la pratique des choses, on s'aperçoit que l'axe Québec-Canada est au beau fixe, que tous les ponts ont été coupés. Ma question qui s'adresse au vice-premier ministre est la suivante: Est-ce que la politique constitutionnelle de son gouvernement est le *statu quo* ou, encore mieux, est-ce que le premier ministre est prêt à reconnaître de plus en plus la souveraineté du Québec *de facto*?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, des rencontres fédérales-provinciales se poursuivent régulièrement dans divers secteurs, qu'il s'agisse de celui de l'agriculture ou de l'énergie, et c'est au gouvernement du Québec de décider s'il veut y participer.

En ce qui concerne le secteur agricole, de telles discussions se poursuivent. Le ministre de l'Agriculture du